

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE
ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME**

*Le contenu intégral des actes et des délibérations peut être consulté sur demande auprès du groupement de
l'Administration générale et des affaires juridiques*

*Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime
6 rue du verger
CS 40078
76192 Yvetot Cedex
www.sdis76.fr*



ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime**

6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex



ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N°	Date	Titre
2023-GAP-6927	29/12/2023	Arrêté portant liste d'aptitude au grade de technicien principal de 2 ^{ème} classe
AG-2024-020	12/02/2024	Arrêté portant composition de la commission chargée de se prononcer sur l'équivalence des qualifications aux formations de sapeurs-pompiers présentées par les candidats pour l'accès au concours interne d'accès au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'article 4 du décret n°2012-521 du 20 avril 2012



DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Réunion du 13 février 2024

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime**
6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex



SOMMAIRE DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance	N°	Service instructeur	Titre
13/02/24	DBCA-2024-009	Groupe Formation et activités physiques	Concours interne pour l'accès au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'année 2024
13/02/24	DBCA-2024-010	Groupe Formation et activités physiques	Convention avec la ville de Dieppe et le Sdis 76 – mise à disposition de la piscine des bains à Dieppe
13/02/24	DBCA-2024-011	Groupe Formation et activités physiques	Convention de partenariat entre le Sdis 76 et la société Lauguiconcept
13/02/24	DBCA-2024-012	Groupe Ressources humaines	Recrutement de contractuels
13/02/24	DBCA-2024-013	Groupe Technique et logistique	Convention de partenariat entre le Sdis 76 et le CFA Automobile du campus la Chataigneraie

**ARRETE N° 2023 / GAP – 6927
portant liste d'aptitude au grade
de technicien principal de 2^{ème} classe**

Le Président du Conseil d'Administration
du Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Vu:

- le code général de la fonction publique,
- le code général des collectivités territoriales,
- le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 modifié fixant les dispositions statutaires applicables aux cadres d'emplois de la catégorie B de la Fonction Publique Territoriale,
- le décret n° 2010-1357 du 9 novembre 2010 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux,
- le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale,
- l'arrêté n° AG-2023-933 portant révision des lignes directrices de gestion 2023-2028,

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : La liste d'aptitude au grade de **technicien principal de 2^{ème} classe** est arrêtée ainsi qu'il suit :

BACHELET Sébastien

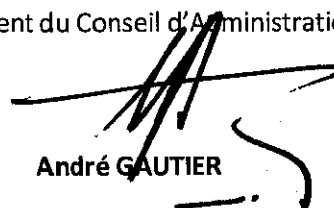
ARTICLE 2^e : La liste fixée prend effet à compter du **1^{er} janvier 2024** et cessera d'être valable au **31 décembre 2025**.

ARTICLE 3^e : Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

En application de l'article R. 414-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 4^e : Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sous forme d'avis au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Le Président du Conseil d'Administration,



André GAUTIER

ARRÊTÉ N° AG-2024-020

**portant composition de la commission chargée de se prononcer sur
l'équivalence des qualifications aux formations de sapeurs-pompiers
présentées par les candidats pour l'accès au concours interne d'accès
au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels
au titre de l'article 4 du décret n° 2012-521 du 20 avril 2012**

Le Président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

VU :

- le code général des collectivités territoriales ;
- le code général de la fonction publique modifié ;
- le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;
- le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié, relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ;
- le décret n° 2012-521 du 20 avril 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels ;
- le décret n° 2013-593 du 05 juillet 2013 modifié relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;
- le décret n° 2020-1474 du 30 novembre 2020 modifié fixant les modalités d'organisation des concours et examens professionnels des cadres d'emplois des sapeurs-pompiers professionnels ;
- l'arrêté ministériel du 04 mai 2020 fixant la nature et le format des données à caractère personnel relatives aux caractéristiques et au processus de sélection des candidats à l'accès à la fonction publique et les modalités de leur transmission au service chargé de la « base concours » ;
- l'arrêté ministériel du 30 novembre 2020 relatif aux programmes des concours et examens professionnels des cadres d'emplois des sapeurs-pompiers professionnels ;
- l'arrêté du 15 juillet 2022 instituant la commission prévue à l'article 10-2 du décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;
- l'arrêté ministériel du 13 juin 2023 fixant la date unique des premières épreuves des concours internes et des examens professionnels de catégorie C de sapeurs-pompiers professionnels au titre des années 2023 et 2024 ;
- la délibération n° DBCA-2023-058 du Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 21 septembre 2023 relative à l'organisation d'un concours pour l'accès au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels en partenariat avec certains Sdis de la Zone de défense et de sécurité Ouest ;
- l'arrêté n° AG-2023-934 du 10 novembre 2023 portant ouverture d'un concours interne d'accès au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'article 4 du décret n° 2012-521 du 20 avril 2012 ;
- le tirage au sort réalisé le 09 février 2024 parmi les représentants des personnels des commissions administratives paritaires de catégorie C des Sdis de la Zone de Défense et de Sécurité Ouest ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La commission est composée comme suit :

- Le Président du Conseil d'administration du Service d'incendie et de secours organisateur du concours, président :
 - › **Monsieur André GAUTIER,**
- Le responsable de l'organisme de formation du Service d'incendie et de secours organisateur du concours :
 - › **Lieutenant-colonel Ronan PHILIP,**
- Un référent départemental de la spécialité professionnelle « formation et développement des compétences » du Service d'incendie et de secours organisateur du concours ou, en cas de conventionnement entre plusieurs Services d'incendie et de secours un référent départemental des services concernés, désigné sur proposition du chef d'état-major interministériel de zone de défense et de sécurité territorialement compétent :
 - › **Lieutenant 1^{ère} classe Laurent GIRARD du Sdis du Calvados,**
- Un sous-officier de sapeurs-pompiers professionnels tiré au sort parmi les représentants des personnels de la commission administrative paritaire du Service d'incendie et de secours organisateur du concours ou, en cas de conventionnement entre plusieurs Services d'incendie et de secours, parmi les représentants des personnels des commissions administratives paritaires des Services d'incendie et de secours concernés :
 - › **Titulaire : Sergent-chef Pierre-Yves LE MELINER du Sdis du Morbihan,**
 - › **Suppléant : Sergent Alexandre LENJALLEY du Sdis du Calvados.**

ARTICLE 2 : La commission se réunit à la demande de l'autorité organisatrice du concours.

Tous les membres de la commission à l'exception, le cas échéant, des référents départementaux ont voix délibérative. Le quorum est atteint lorsqu'au moins trois de ses membres sont présents.

La commission prend ses décisions à la majorité des membres présents. En cas d'égalité de voix, la voix du président est prépondérante.

La décision de la commission est communiquée par son président au service organisateur du concours.

ARTICLE 3 : Conformément à l'article R-421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté dans un délai de deux mois, à compter de sa publication et de son affichage.

ARTICLE 4 : Le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

YVETOT, le **12 FEV. 2024**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240212-AG-2024-020-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/02/2024

Affichage : 13/02/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,

Monsieur André GAUTIER

N°DBCA-2024-009

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONCOURS INTERNE POUR L'ACCES AU GRADE DE SERGENT
DE SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS AU TITRE DE L'ANNEE 2024**

Le 13 février 2024, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 janvier 2024, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels,*
- *le décret n° 2012-521 du 20 avril 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels,*
- *le décret n° 2020-1474 du 30 novembre 2020 modifié fixant les modalités d'organisation des concours et examens professionnels des cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels,*
- *la délibération du conseil d'administration n° DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*
- *la délibération du Bureau du Conseil d'administration n° DBCA-2023-058 du 21 septembre 2023 portant sur l'organisation d'un concours pour l'accès au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'année 2024.*

*

* *

Le présent rapport vise à arrêter le règlement général du concours relatif au déroulement des épreuves écrites d'admissibilité et orale d'admission du concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels organisé au titre de l'article 4 du décret n° 2012-521 du 20 avril 2012, à signer les conventions avec les Services départementaux d'incendie et de secours (ci-après nommés Sdis) de la Zone de Défense et de Sécurité Ouest partenaires dans le cadre de ce concours.

1. Modalités de conventionnement

Considérant :

- que les Sdis de la Zone de Défense et de Sécurité Ouest ont été contactés pour conventionner avec le Sdis 76 afin de participer aux frais d'organisation du concours engagés par le Sdis 76,
- que les Sdis du Calvados, du Cher, des Côtes d'Armor, de l'Eure, du Finistère, d'Ille et Vilaine, de l'Indre, d'Indre et Loire, du Loir et Cher, de Loire-Atlantique, du Loiret, du Maine et Loire, de la Mayenne, du Morbihan, de l'Orne et de la Sarthe ont répondu favorablement à la sollicitation du Sdis 76 en vue d'un éventuel conventionnement,
- que les conventions sont établies pour la durée de la validité de la liste d'aptitude établie par le Sdis 76,
- que le Sdis 76 assure la gestion de sa liste d'aptitude et la gestion financière de l'ensemble du dispositif et prend en charge l'ensemble des frais qui résultent de ses obligations,
- que la participation financière des Sdis qui conventionneront sera constituée d'une part forfaitaire établie à 738,00 € par poste déclaré par lesdits Sdis, et seront sollicités pour mettre des moyens humains à disposition de l'autorité organisatrice pour l'organisation de l'épreuve orale d'admission,

- que les dépenses estimées à 250 544,00 € seront inscrites sur les chapitres 011 du budget du Sdis 76 « charges à caractère général » et 012 du budget du Sdis 76 « charges de personnels et frais assimilés », et les recettes seront inscrites sur le chapitre 74 du budget du Sdis 76 « contributions et participations » et sur le chapitre 75 du budget du Sdis 76 « autres produits de gestion courante ».

2. Règlement des épreuves

Conformément au décret n° 2020-1474 du 30 novembre 2020 modifié, le concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels comprend des épreuves écrites d'admissibilité et une épreuve orale d'admission.

Par arrêté du 10 novembre 2023, le Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime a ouvert un concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels.

Cet arrêté précise que les épreuves écrites d'admissibilité et l'épreuve orale d'admission se dérouleront dans le département de la Seine-Maritime le vendredi 08 mars 2024 pour les premières, et à partir du lundi 10 juin 2024 pour la seconde.

Après étude de faisabilité, il a été décidé que les épreuves écrites d'admissibilité se dérouleront au carré des docks au Havre et que l'épreuve orale d'admission se déroulera dans les locaux du centre d'entraînement et de développement des compétences – site de Saint Valery en Caux.

Afin de garantir le bon déroulement des épreuves et le respect des principes d'organisation des épreuves (anonymat, impartialité et égalité de traitement des candidats...) un règlement général du concours relatif au déroulement des épreuves écrites et orale doit être élaboré et adopté.

Aussi, il vous est proposé de bien vouloir :

- autoriser le président à signer les conventions avec les Sdis du Calvados, du Cher, des Côtes d'Armor, de l'Eure, du Finistère, d'Ille et Vilaine, de l'Indre, d'Indre et Loire, du Loir et Cher, de Loire-Atlantique, du Loiret, du Maine et Loire, de la Mayenne, du Morbihan, de l'Orne et de la Sarthe dont le modèle est joint en annexe 1 ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.
- autoriser le président à arrêter le règlement général du concours dont un projet est joint en annexe 2.

*

* *

Sur l'annexe remise sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240213-DBCA-2024-009-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/02/2024

Affichage : 13/02/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 13/02/2024
Andre GAUTIER, Président CASDIS
André GAUTIER

CONCOURS INTERNE DE SERGENT DE SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS
RÈGLES GÉNÉRALES RELATIVES AU DÉROULEMENT
DES ÉPREUVES ÉCRITES D'ADMISSIBILITÉ ET ORALE D'ADMISSION
DU CONCOURS ORGANISÉ PAR LE SDIS 76

- Le candidat est réputé connaître les règles fixées par les décrets n° 2012-521 du 20 avril 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels, n° 2013-593 du 05 juillet 2013 modifié relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale, n° 2020-523 du 04 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations, n° 2020-1474 du 30 novembre 2020 modifié fixant les modalités d'organisation des concours et examens professionnels des cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels et l'arrêté du 30 novembre 2020 relatif aux programmes des concours et examens professionnels des cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels.
- Le présent règlement et les consignes lues au début de chaque épreuve aux candidats ont pour objet de garantir le bon déroulement de toutes les épreuves du concours organisé ainsi que l'égalité de traitement des candidats.

Tout manquement au présent règlement et tout incident pourront être considérés comme une fraude.

- L'envoi de tous documents relatifs au concours se fera par voie dématérialisée. **Toutes les correspondances seront déposées sur l'espace du candidat et ne seront en aucun cas envoyées par courrier postal.**

Annulation des épreuves

- Le président du jury et le responsable de salle sont chargés du bon déroulement des épreuves. Le jury est souverain et reste seul compétent pour prononcer l'annulation d'une épreuve au vu du procès-verbal de déroulement d'épreuve dressé.
- En cas d'annulation du concours, les frais personnels du candidat engagés à raison du concours ne seront pas remboursés ni les frais d'inscription au concours.

Dossier et convocation

- Les seuls aménagements d'épreuves sont ceux prévus par le décret n° 2020-523 du 04 mai 2020.
- Le candidat admis à concourir de manière conditionnelle doit produire au président de jury, avant le début de la première épreuve, la ou les pièces manquantes de son dossier.
- Le défaut de production de la ou des pièces réclamées avant la distribution des sujets sera consigné dans un procès-verbal signé par le président du jury et contresigné par le responsable de salle et le candidat concerné.
- Ce dernier sera informé par le président du jury du risque potentiel d'élimination décidée ultérieurement par le jury.

I – RÈGLES COMMUNES À L'ENSEMBLE DES ÉPREUVES

Vérification de l'identité

1. Le candidat doit obligatoirement être en possession de sa convocation **en version papier** et d'une pièce d'identité (carte nationale d'identité ou passeport en cours de validité). Ces deux pièces sont contrôlées.
2. La non présentation de la pièce d'identité entraîne l'exclusion du candidat par le président de jury.
3. En cas de perte ou de vol de la pièce d'identité survenant avant ou entre les épreuves, le candidat doit présenter au responsable d'épreuve une attestation de déclaration de perte délivrée par la mairie ou une attestation de dépôt de plainte délivrée par la gendarmerie ou la police nationale. Dans ce cas, le candidat devra fournir dès que possible à l'autorité organisatrice du concours la preuve de son identité.

Tenue et comportement

4. Le candidat doit se présenter aux jours, heures et lieux figurant sur la convocation déposée sur son espace candidat.
5. Le candidat absent à l'une des épreuves obligatoires sera automatiquement déclaré non admis au concours. Il ne sera pas convoqué pour les épreuves suivantes.
6. Le candidat accepte sans réserve les instructions données par le responsable de salle et les surveillants.
7. Le candidat doit porter une tenue civile correcte et décente pour l'ensemble des épreuves.
8. Par souci de neutralité, le candidat devra s'abstenir de porter tout signe ostentatoire d'appartenance philosophique, religieuse, politique, syndicale ou à un Service d'incendie et de secours.
9. Le candidat doit respecter les installations et le matériel mis à disposition.
10. En application du décret n° 2006-1386 du 15 novembre 2006 modifié, il est interdit de fumer dans les lieux publics. Il est interdit de fumer dans les salles où se déroulent les épreuves y compris dans les toilettes. La cigarette électronique est également interdite.
11. Le candidat doit faire preuve d'un comportement posé et sérieux et ne pas perturber le bon déroulement des épreuves.
12. Toute tenue ou tout comportement de nature à perturber le déroulement des épreuves ou à compromettre l'égalité de traitement des candidats sera consigné dans un procès-verbal signé par le président du jury et contresigné par le responsable de salle et le candidat concerné.
13. Ce dernier sera informé par le président du jury du risque potentiel d'élimination décidée ultérieurement par le jury.
14. L'utilisation dans les salles d'épreuves d'appareils électroniques et informatiques, photographiques ou audiovisuels de toute nature est strictement interdite.

15. L'ensemble de ces appareils doit être totalement et impérativement éteint et inaccessible pendant les épreuves. Ces matériels ne doivent en aucun cas être visibles ou audibles.
16. Le port d'une montre connectée est interdit.

Présence du public

17. La présence de tout public accompagnant les candidats est interdite sur les sites, dans les établissements et locaux où se déroulent les épreuves.

Consignes d'hygiène

18. Il est interdit de déjeuner sur les sites, dans les établissements et locaux où se déroulent les épreuves.
19. Seule la prise de boissons non alcoolisées et d'encas est autorisée pendant le déroulement de chaque épreuve.
20. Tous les déchets devront être mis dans les points de collecte des déchets mis à disposition par l'organisateur.

II – RÈGLES RELATIVES AU DÉROULEMENT DES ÉPREUVES ÉCRITES D'ADMISSIBILITE

Accès à la salle de concours

21. Le candidat est convoqué une heure avant le démarrage de la 1^{ère} épreuve écrite, afin de pouvoir s'installer en toute tranquillité à la table qui lui est attribuée, sauf indication contraire posée par le président du jury.
22. Le candidat arrivant après l'ouverture des plis contenant les sujets ne sera pas accepté dans la salle de concours et ne sera pas admis à composer.

Déplacements

23. Seul le déplacement entre les deux épreuves écrites d'admissibilité pour un besoin naturel sera autorisé, aucune sortie extérieure ne sera permise.

Déroulement des épreuves

24. Une seule copie d'examen par épreuve sera distribuée à chaque candidat.
25. Après autorisation à prendre connaissance du sujet par l'autorité organisatrice, le candidat est invité à vérifier le document dans sa forme et son contenu et à signaler toute anomalie.
26. Il est strictement interdit aux candidats de communiquer entre eux et d'échanger ou d'utiliser des documents et du matériel durant les épreuves, sous quelque forme que ce soit.
27. Le candidat compose sur les copies fournies par l'organisateur. Le candidat compose nécessairement en langue française.
28. La distribution des copies ou de feuilles supplémentaires est assurée par les surveillants, dès que le candidat le demande en levant la main.

29. Les feuilles de brouillon ne doivent en aucun cas être rendues avec la/les copies. Dans le cas contraire, leur utilisation conduira à l'élimination du candidat concerné par le jury.
30. Le candidat doit avoir à sa disposition sur la table de concours uniquement le matériel dont la liste lui a été communiquée dans sa convocation (matériel d'écriture : stylo bille non effaçable de couleur noire ou bleue (à l'exception de la couleur turquoise), règle, crayon papier, gomme, correcteur, surligneur), ainsi qu'une pièce d'identité (carte nationale d'identité ou passeport) en cours de validité et sa convocation **en version papier**.
31. Le candidat ne doit introduire dans la salle de concours aucun papier, aucun cahier ou livre, aucune note qui n'aurait été permis.
32. Le candidat peut donc avoir sur la table uniquement les supports distribués par l'organisateur.
33. L'usage de la calculatrice est interdit.
34. Tout candidat surpris en train de fouiller dans ses affaires personnelles pendant la composition devra justifier de son acte auprès des surveillants. Si des documents intéressant le concours sont découverts, le surveillant en informera le président du jury présent ou le responsable de salle.
35. Toute fraude ou tentative de fraude sera consignée dans un procès-verbal signé par le président du jury et contresigné par le responsable de salle, le surveillant et le candidat concernés.
36. Le candidat pourra être autorisé à poursuivre sa composition mais sera informé par le président du jury du risque potentiel d'attribution de la note zéro à l'épreuve concernée et/ou d'élimination décidée ultérieurement par le jury.
37. L'autorité organisatrice se réserve en outre la faculté d'engager à l'encontre du candidat des poursuites pénales, conformément à la loi du 23 décembre 1901 modifiée, et le cas échéant de signaler l'incident à l'autorité territoriale employeur de l'agent, en vue d'éventuelles poursuites disciplinaires.

Toute fraude ou tentative de fraude de la part d'un candidat est passible de la répression prévue par la loi du 23 décembre 1901 modifiée qui dispose (extraits) :

Article 1 : toute fraude commise dans les examens et les concours publics qui ont pour objet l'entrée dans une administration publique ou l'acquisition d'un diplôme délivré par l'Etat constitue un délit.

Article 2 : quiconque se sera rendu coupable d'un délit de cette nature, notamment en livrant à un tiers ou en communiquant sciemment, avant l'examen ou le concours, à quelqu'une des parties intéressées, le texte ou le sujet de l'épreuve, ou bien en faisant usage de pièces fausses, telles que diplômes, certificats, extraits de naissance ou autres, ou bien en substituant une tierce personne au véritable candidat, sera condamné à un emprisonnement de trois ans et à une amende de 9 000 euros ou à l'une de ces peines seulement.

Respect de la règle de l'anonymat et signes distinctifs
Épreuve de compte-rendu

38. Il est demandé au candidat d'écrire et de souligner si nécessaire au stylo bille, de couleur noire ou bleue (à l'exception de la couleur turquoise) uniquement. Une autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée ; de même l'emploi de surligneur n'est pas autorisé sur les copies pour les mêmes raisons.
39. Le candidat doit compléter, sa copie de compte-rendu en indiquant uniquement dans le cadre situé en haut à droite son nom, prénom, son numéro de table, et en signant.
40. En dehors de ces renseignements, les copies de compte rendu doivent être totalement anonymes et ne comporter notamment aucun nom, prénom, date de naissance, signature, paraphe ou nom de collectivité, mêmes fictifs, et aucune initiale, numéro de convocation, numéro de dossier, aucune indication étrangère au traitement du sujet ou tout autre signe distinctif.
41. Toute copie de compte-rendu en rupture d'anonymat ou comportant des signes distinctifs pourra entraîner l'élimination du candidat concerné par le jury.

Épreuve de Questionnaire à Choix Multiples

42. La copie de Questionnaire à Choix Multiples doit quant à elle comporter la nature de l'épreuve, la date de l'épreuve, les nom et prénom et date de naissance du candidat, sa signature et son numéro de dossier, selon une méthode précisée par le responsable de salle. La correction de cette épreuve étant assurée par lecture automatique.

À l'issue de chaque épreuve écrite d'admissibilité

43. Tout candidat ayant terminé la 1^{ère} épreuve avant le délai imparti (30 minutes de présence minimum) doit faire appel à un surveillant. Ce dernier est chargé de ramasser la copie et de faire émarger le candidat sur la liste de présence à l'épreuve valant remise de copie, même si sa copie est rendue « blanche ». Toute sortie extérieure sera définitive et le candidat ne pourra pas participer à la 2^{ème} épreuve.
44. Tout candidat ayant terminé la 2^{ème} épreuve avant le délai imparti (15 minutes de présence minimum) doit faire appel à un surveillant. Ce dernier est chargé de ramasser la copie et de faire émarger le candidat sur la liste de présence à l'épreuve valant remise de copie, même si sa copie est rendue « blanche ». Toute sortie extérieure sera définitive.
45. Aucun déplacement ne sera plus autorisé 15 minutes avant la fin de chaque épreuve.
46. Au terme du temps réglementaire, les candidats sont avertis de la fin de l'épreuve. Au signal donné par le responsable de salle, les candidats doivent impérativement cesser d'écrire et poser leur stylo. Sera considérée comme fraude toute tentative de dépassement du temps imparti pour concourir.
47. À l'expiration du délai imparti, le candidat devra rester assis et poser sa copie sur le coin de la table.

48. Un surveillant passe à chaque table pour coller soigneusement le coin supérieur droit, de la copie de compte-rendu, ramasse et fait émarger le candidat, qui de par sa signature reconnaît avoir rendu le nombre total de feuilles. Cet émargement obligatoire en fin d'épreuve atteste de la remise de la copie par le candidat, même si cette copie est rendue « blanche ». Un candidat n'ayant pas émargé sera réputé ne pas avoir rendu sa copie.
49. Concernant la copie du Questionnaire à Choix Multiples, un surveillant passe à chaque table, le candidat dépose sa copie dans le carton prévu à cet effet et émarge. Cet émargement obligatoire en fin d'épreuve atteste de la remise de la copie par le candidat, même si cette copie est rendue « blanche ». Un candidat n'ayant pas émargé sera réputé ne pas avoir rendu sa copie.
50. **Tous les candidats restent à leur place jusqu'à la fin du comptage des copies par les surveillants.** La sortie définitive après la 2^{ème} épreuve n'a lieu qu'après autorisation donnée par le responsable de salle. Aucun candidat ne sera autorisé à revenir dans la salle d'examen.
51. Le candidat doit s'assurer qu'il a bien rendu sa copie avant de sortir. Les copies ne seront pas acceptées après la sortie ou l'émargement du candidat.
52. Un candidat ayant signé la feuille d'émargement ne pourra en aucun cas repartir avec sa copie.
53. Le candidat prendra toutes dispositions pour ne pas avoir à quitter sa place pendant la durée de chaque épreuve ; le cas échéant, il conviendra de faire appel à un surveillant qui accompagnera le candidat.
54. A l'issue de la deuxième épreuve, les tables doivent entièrement être vidées de tout encombrement.

III – RÈGLES RELATIVES AU DÉROULEMENT DE L'ÉPREUVE ORALE D'ADMISSION

55. Le candidat arrivant après son heure de convocation n'est pas autorisé à participer à l'épreuve, sauf décision contraire posée par le jury.
56. Le candidat doit veiller à ne pas perturber le déroulement des épreuves lorsqu'il est dans les locaux notamment par des discussions avec les autres candidats ou membres de l'organisation.
57. Le candidat doit se présenter devant le jury sans aucun document, note ou autre rapport hormis sa convocation **en version papier** et sa pièce d'identité.

IV – DIFFUSION DES RÉSULTATS AUX CANDIDATS

58. À l'issue des épreuves du concours, le jury détermine, par ordre alphabétique, les listes des candidats admissibles et admis.
59. Ces listes seront communiquées par voie d'affichage dans les locaux de la direction du Sdis 76 et sur le site internet « www.sdis76.fr »
60. Les candidats sont avisés individuellement, par courrier déposé dans leur espace candidat, de leurs résultats. Aucun résultat n'est communiqué par téléphone.



**CONVENTION RELATIVE AU CONCOURS INTERNE
DE SERGENT DE SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS
ORGANISÉ PAR LE SDIS DE LA SEINE-MARITIME
AU TITRE DE L'ANNÉE 2024**

Entre :

Le **SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME** dont le siège est
6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT CEDEX

« le Sdis 76 »

Représenté par **Monsieur André GAUTIER**, agissant en qualité de Président.

d'une part,

Et :

Le **SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DEPARTEMENT** dont le siège est ADRESSE
SDIS

« le Sdis .. »

Représenté par **Monsieur/Madame Prénom NOM**, agissant en qualité de Président(e).

d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

Le Sdis 76 organise en partenariat avec 16 Sdis de la Zone de Défense et de Sécurité Ouest un concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels conformément au décret n° 2012-521 du 20 avril 2012 modifié au titre de l'année 2024.

Le Sdis .. s'engage à participer aux frais d'organisation du concours engagés par le Sdis 76.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de cette participation ainsi que les obligations réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

Cette convention est établie pour la durée de validité de la liste d'aptitude établie par le Sdis 76.

Article 3 : Obligations du Sdis 76

Le Sdis 76 prend en charge l'organisation du concours dont il assure la gestion financière.

Un arrêté d'ouverture du concours précise notamment le nombre total de postes maximum nécessaires pour satisfaire aux besoins prévisionnels cumulés des vacances d'emploi pour les années 2024 et 2025.

Le Sdis 76 assure la gestion administrative du concours ainsi que l'organisation générale des épreuves d'admissibilité et d'admission. Il assure la gestion de la liste d'aptitude durant sa période de validité et la gestion financière de l'ensemble du dispositif. Il informe régulièrement les Sdis conventionnés de l'état de la liste d'aptitude.

Article 4 : Participation aux frais des candidats

Le Sdis 76 perçoit pour son propre compte les participations aux frais d'instruction des dossiers d'inscriptions acquittées par les candidats, y compris de ceux qui renoncent à participer aux épreuves d'admissibilité et d'admission ou dont le dossier ne remplirait pas les conditions de recevabilité.

Article 5 : Mise à disposition de personnels

Le Sdis 76 est autonome pour l'organisation des épreuves écrites d'admissibilité ainsi que ses corrections pour 1000 candidats admis à concourir.

Pour l'organisation de l'épreuve orale d'admission, le Sdis .. met à la disposition du Sdis 76, des agents (officiers de sapeurs-pompiers professionnels ou PATS de catégorie A ou B) en tant qu'examinateurs de l'épreuve orale d'admission. Cette participation est calculée en fonction des besoins humains estimés, répartis sur l'ensemble des Sdis conventionnés en tenant compte du nombre de postes déclarés à pourvoir.

Le Sdis .. se charge du transport, de l'hébergement et des diners des agents qu'il met à disposition. Toutefois, conformément à la délibération n° DCA-2023-067 du 05 décembre 2023 ayant pour objet l'actualisation de la tarification des prestations et des structures de formation, l'hébergement et les diners pourront être pris au sein de nos structures situées à Saint Valery en Caux à titre payant.

Article 6 : Participation financière

Le Sdis .. indemnise forfaitairement le Sdis de la Seine-Maritime des frais correspondant à l'organisation du concours.

Le coût forfaitaire est établi en multipliant le nombre déclaré de postes à pourvoir par le coût forfaitaire unitaire fixé de manière prévisionnelle à .. €, soit un total de .. € (NB POSTES x .. €).

Le montant définitif de la participation financière du Sdis .. sera fixé après la publication de la liste des candidats admis à concourir et sera demandée au cours du 2^{ème} semestre 2024.

Article 7 : Recrutement sur liste d'aptitude

Le Sdis .. informe le Sdis 76 de tout recrutement d'une personne inscrite sur la liste d'aptitude.

Aucun remboursement ne sera demandé au Sdis .. pour les recrutements sur la liste d'aptitude jusqu'à concurrence du nombre de postes à pourvoir déclarés.

Au-delà du nombre de postes à pourvoir déclarés, chaque recrutement sur la liste d'aptitude donnera lieu à remboursement à hauteur du tarif/candidat qui sera arrêté pour les Sdis non conventionnés.

Article 8 : Épuisement de la liste d'aptitude

Dans l'éventualité où le Sdis .. ne pourrait recruter, en raison de l'épuisement de la liste d'aptitude, autant de candidats que le nombre de postes qu'il a déclaré à pourvoir et pour lesquels il a indemnisé forfaitairement le Sdis 76 au titre de sa participation aux frais d'organisation du concours, un mécanisme de remboursement pourra être mis en œuvre à la demande du Sdis .. dans les conditions suivantes.

Cette demande devra être exprimée avant le 31 décembre 2025, période pour laquelle le besoin de recrutement a été identifié.

Le Sdis 76 remboursera au Sdis .. la somme correspondant au nombre de recrutements non réalisables, sur la base du coût prévu à l'article 6.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être demandé si le Sdis .. a recruté, dans le même temps, un sergent par une autre voie que celle du recrutement sur liste d'aptitude suite au concours organisé par le Sdis 76.

Article 9 : Confidentialité

Les parties assurent la confidentialité des informations nominatives auxquelles elles auront accès au cours de l'exécution de la convention.

Le Sdis 76 utilise ces informations exclusivement dans le cadre de l'organisation de ce concours.

Article 10 : Responsabilités et assurances

Le Sdis 76 déclare avoir couvert sa responsabilité civile auprès d'une compagnie d'assurance.

Article 11 : Renonciation à la convention

Le Sdis 76 se réserve le droit de renoncer à l'organisation du concours prévu par cette convention si, lors de la clôture des inscriptions, le nombre de candidats est supérieur aux capacités maximales d'accueil.

Article 12 : Clause compromissoire et de compétence juridictionnelle

Pout tout litige né de l'interprétation ou de l'application de cette convention, les deux parties essaieront prioritairement de trouver un arrangement amiable avant l'engagement d'un éventuel recours. Un délai de 1 mois maximum est accordé aux tentatives de conciliation.

En cas de difficulté manifeste non résolue par les parties suite à la mise en œuvre de la procédure précitée, les parties pourront porter le litige devant le Tribunal administratif de Rouen.

Fait à Yvetot, le

Le(la) Président(e),
du Service départemental d'incendie
et de secours DEPARTEMENT,

Le Président,
du Service départemental d'incendie
et de secours de la Seine-Maritime,

Prénom NOM

André GAUTIER

N°DBCA-2024-010

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION AVEC LA VILLE DE DIEPPE ET LE SDIS 76 –
MISE A DISPOSITION DE LA PISCINE DES BAINS A DIEPPE**

Le 13 février 2024, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 janvier 2024, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code de la sécurité intérieure,*
- *le code de l'éducation,*
- *le code du travail,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° DCA-2021-030 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Dans le cadre du maintien opérationnel des agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76), ce dernier a sollicité la ville de Dieppe, pour l'utilisation des lignes d'eau et des locaux aménagés et adaptés à la réalisation de l'entraînement au sein de la piscine des bains située à Dieppe.

Dans ce cadre, le Sdis 76 assure la formation de maintien des acquis des personnels affectés à cette piscine en fonction des besoins de l'établissement en matière de secourisme.

Cette convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature. Elle définit les rapports entre les parties ainsi que leurs obligations réciproques. Cette convention est faite à titre gracieux.

Il convient d'approuver les termes de la convention, d'autoriser le Président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240213-DBCA-2024-010-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/02/2024

Affichage : 13/02/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 13/02/2024
 Andre GAUTIER, Président CASDIS
André GAUTIER

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION

Piscine les Bains – Dieppe

Entre :

La **VILLE DE DIEPPE**, dont le siège est parc Jehan Ango – 76200 DIEPPE,

« le cocontractant »

Représentée par Monsieur Nicolas LANGLOIS, agissant en qualité de Maire,

d'une part,

Et :

Le **SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME** dont le siège est 6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT CEDEX.

« le Sdis 76 »

Représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président.

d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de définir entre les parties, les modalités de mise à disposition et d'utilisation de la piscine des bains propriété du « cocontractant ». Le « cocontractant » consent dans le cadre de cette convention, la mise à disposition au Sdis 76 de ses locaux aménagés et adaptés à la réalisation d'entraînements afin d'assurer le déroulement de ses formations.

Article 2 – Biens mis à disposition et utilisation des biens mis à disposition

Le « cocontractant » agissant dans le cadre de sa propriété met à la disposition des personnels du Sdis 76 des lignes d'eau et des locaux aménagés et adaptés à la réalisation de ses formations ou entraînements.

Le Sdis 76 pourra effectuer des exercices de type épuisement, risque technologique en ayant accès aux locaux techniques de la piscine. Ce type d'exercice doit être soumis à autorisation du cocontractant.

Il convient impérativement de respecter le règlement interne à l'établissement

Les locaux mis à disposition, sont situés à la piscine des bains située 101 boulevard de Verdun à Dieppe.

La mise à disposition est accordée à titre strictement personnel et ne peut faire l'objet de cession d'aucune sorte. De même, toute sous location partielle ou totale des locaux est interdite.

Article 3 – Définition des utilisateurs et accès

L'accès au bassin sportif se fera durant les heures d'ouverture de l'établissement et est réservé aux agents du Sdis 76. Ces derniers seront autorisés à accéder sur leur temps hors garde sur présentation d'un justificatif d'appartenance au Sdis 76. Seuls les personnels du Sdis 76 seront autorisés et non les accompagnants.

Les sapeurs-pompiers pourront réaliser des entraînements aquatiques et subaquatiques lors des heures de surveillance après contact et autorisation en amont du responsable du jour. Lors de ces sessions, les agents du Sdis 76 seront autonomes et assureront leur propre sécurité.

L'accès aux locaux mis à disposition est réservé aux personnels préalablement identifiés, pendant la durée de validité de la convention.

Le « cocontractant » se réserve le droit d'annuler, pour des arrêts techniques nécessitant la fermeture de l'établissement ainsi que pour des cas d'urgence, des utilisations programmées dans son intérêt.

Article 4 - Obligations et Engagements des parties

Le Sdis 76 est responsable du bon déroulement de l'utilisation du bien. Les utilisateurs veillent au bon état des locaux et biens mis à disposition ainsi qu'au respect des règles d'hygiène et de sécurité, du règlement intérieur.

Les locaux et biens existants ne devront faire l'objet d'aucune dégradation. En cas de dégradations imputables, le Sdis 76 supportera le coût de la remise en état des biens et locaux mis à sa disposition.

Article 5 – Dispositions administratives

La mise à disposition des locaux dans les conditions définies par la présente convention est faite à titre gracieux.

Le Sdis 76 s'engage annuellement à assurer la formation de maintien et de perfectionnement des acquis de secours à personnes des personnels de la ville de Dieppe affectés dans les piscines municipales

Article 6 – Entrée en vigueur, renouvellement et fin de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature pour une durée d'un an.

Le renouvellement des présentes interviendra par reconduction tacite tous les ans, sans pouvoir excéder une durée totale de cinq années.

La présente convention pourra être résiliée, par l'une ou l'autre des parties, à la fin de chaque période annuelle sous réserve d'un préavis de trois mois adressé par lettre recommandée avec avis de réception.

Chaque partie se réserve le droit de mettre fin, à tout moment, à la présente convention en cas de non-respect des clauses ci-dessus énoncées si, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, la partie en cause n'a pas pris les mesures appropriées pour y remédier.

Enfin, en cas de force majeure, obligeant les piscines à fermer leurs portes, la ville de Dieppe s'engage à prévenir immédiatement le Sdis 76.

Article 7 - Assurance et Responsabilité

Le Sdis 76 s'engage à fournir au cocontractant une attestation Garantie Responsabilité Civile.

Le Sdis 76 est responsable vis à vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, engendrés du fait de son activité dans les lieux.

Il s'engage à prendre en charge les dégâts matériels qui seraient commis pendant le temps d'utilisation, tant sur le bâtiment que sur le matériel.

L'utilisateur s'engage à faire en sorte que la réglementation soit strictement appliquée, que les personnes désignées pour assurer la sécurité soient présentes lors des activités et dégage par avance toute responsabilité du cocontractant en cas d'accident survenant aux participants pendant les séances qui leur sont réservées dans les équipements.

En cas d'accident, la responsabilité « du cocontractant » ne pourra être engagée que pour un défaut de maintenance des seules et uniques installations dont il / elle est propriétaire. Il en est de même pour le matériel.

Article 8 – Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention.

Article 9 - Règlement des litiges et attribution de compétence

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Yvetot, le

Le Maire de la ville de Dieppe,

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,

Monsieur Nicolas LANGLOIS

N°DBCA-2024-011

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE SDIS 76 ET LA SOCIETE LAUGUICONCEPT

Le 13 février 2024, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 janvier 2024, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code de la sécurité intérieure,*
- *le code de l'éducation,*
- *le code du travail,*
- *la délibération du conseil d'administration n° DCA-2021-030 portant délégation du conseil d'administration au bureau.*

*

* *

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) et la société Lauguiconcept dont le siège est à Sotteville-lès-Rouen souhaitent être partenaires dans le cadre des formations qu'ils organisent.

En effet, le Sdis 76 dispose de structures pédagogiques sur les sites de ses centres d'entraînement et de développement des compétences de Saint-Valery-en-Caux et Tourville-la-Rivière ainsi que sur l'ensemble du territoire seinomarin. Lauguiconcept dispose également de structures sur le site de son centre de formation « espace sécurité » situé sur la ZIP du Havre à Saint-Vigor-d'Ymonville.

Lauguiconcept souhaite également installer des structures mobiles de stockage et pédagogiques de formation.

Ce partenariat va permettre à chaque partenaire de pouvoir utiliser les structures pédagogiques de formation selon la réglementation en vigueur (notice de mise en œuvre des structures et outils de formation et d'entraînement aux techniques de sauvetage et de lutte contre l'incendie « SOFETSLI »).

Chaque partie établit annuellement sa tarification et la transmet à son partenaire. Le bilan des activités sera effectué en fin d'année civile entre les deux parties. Celui-ci permettra d'établir la facturation.

Ainsi, il convient d'autoriser le Président à signer la convention de partenariat précitée, jointe en annexe ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240213-DBCA-2024-011-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/02/2024

Affichage : 13/02/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 13/02/2024
 André GAUTIER, Président CASDIS
André GAUTIER

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE SDIS 76 ET LA SOCIÉTÉ LAUGUICONCEPT FORMATION

Entre :

Le **SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME** dont le siège est 6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT CEDEX

« le Sdis 76 »

Représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président.

d'une part,

Et :

La **société LAUGUICONCEPT FORMATION** dont le siège est 47 bis rue Benoît Malon – 76300 SOTTEVILLE LES ROUEN

**« LAUGUICONCEPT
FORMATION »**

Représentée par Monsieur Laurent GUILLEMELLE, son Président.

d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet, de définir des conditions et des modalités de mise à disposition des structures de formation ou de personnels appartenant à chacun.

Article 2 – Objet

Le Sdis 76 et LAUGUICONCEPT FORMATION sont propriétaires chacun en ce qui les concerne, de différentes structures de formation.

Le Sdis 76 dispose de structures pédagogiques sur les sites de ses centres d'entraînement et de développement des compétences de Saint Valery en Caux et Tourville la Rivière ainsi que sur l'ensemble du territoire seinomarin.

LAUGUICONCEPT FORMATION dispose de structures sur le site de son centre de formation « espace sécurité » situé sur la ZIP du Havre à Saint Vigor d'Ymonville.

De plus, sur le site de Tourville la Rivière, des structures mobiles de stockage et pédagogiques de formation pourront être installées par LAUGUICONCEPT FORMATION.

Aussi, chaque partenaire aura la possibilité d'utiliser les structures pédagogiques de formation de chacun selon la réglementation en vigueur (notice de mise en œuvre des structures et outils de formation et d'entraînement aux techniques de sauvetage et de lutte contre l'incendie « SOFETSLI »). Toutefois, l'activité de chaque partenaire est prioritaire et prévaut sur les demandes.

Cet échange est accordé à titre strictement personnel et ne peut faire l'objet de cession d'aucune sorte.

Article 3 – Obligations et engagements des parties

LAUGUICONCEPT FORMATION et le Sdis 76 sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application des règlements en vigueur.

L'interlocuteur de LAUGUICONCEPT FORMATION sera le directeur du centre de formation ou son représentant, ☎09.71.18.41.30. Pour le Sdis 76, la cheffe du service en charge des partenariats extérieurs au sein du groupement Formation et activités physiques sera l'interlocutrice.

Le Sdis 76 se donne la possibilité de développer d'autres partenariats du même type dans le but d'accroître son activité en matière de formation professionnelle.

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2024.

Elle est renouvelée par reconduction tacite, pour une durée d'un an, sauf dénonciation expresse adressée par courrier recommandé avec accusé réception un mois avant la date anniversaire, dans la limite de cinq ans.

Chacun des cocontractants peut unilatéralement mettre fin à la présente convention, par courrier recommandé avec accusé réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit un mois après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

Article 5 : Dispositions financières

Chaque partie établit annuellement sa tarification et la transmet à son partenaire. Le bilan des activités sera effectué en fin de chaque semestre entre les deux parties. Celui-ci permettra d'établir la facturation, le cas échéant.

Article 6 : Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention.

Article 7 : Règlement des litiges et attribution des compétences

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine de la juridiction compétente.

Fait à Yvetot, le

Le Président de LAUGUICONCEPT FORMATION,

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,

Monsieur Laurent GUILLEMELLE

N°DBCA-2024-012

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

RECRUTEMENT DE CONTRACTUELS

Le 13 février 2024, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 janvier 2024, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
Ressources et moyens	Préserver, optimiser et adapter la RH	

*

* *

Vu :

- le code général des collectivités territoriales,
- le code général de la fonction publique,
- le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifié portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
- la délibération du Conseil d'administration n°2021-CA-30 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

*

* *

Pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité ou saisonnier d'activité, ou pallier l'absence d'agents en arrêt maladie, les postes suivants pourront être tenus par des agents contractuels recrutés sur la base de l'article L.332-23 ou L.332-13 du Code Général de la Fonction Publique :

- 1 poste d'assistant(e), cadre d'emplois des adjoints administratifs au sein du groupement Ressources humaines (contrat de 6 mois),
- 1 poste de technicien(ne), cadre d'emplois des techniciens au sein de la sous-direction Santé et bien-être (contrat de 6 mois),
- 1 poste de gestionnaire, cadre d'emplois des adjoints administratifs au sein du groupement Ressources humaines (contrat de 6 mois),
- 1 poste d'assistant(e), cadre d'emplois des adjoints administratifs au sein du groupement Ressources humaines (contrat de 3 mois).

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240213-DBCA-2024-012-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/02/2024
Affichage : 13/02/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,
Signé électroniquement, le 13/02/2024
Andre GAUTIER, Président CASDIS
André GAUTIER

N°DBCA-2024-013

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME ET LE CFA AUTOMOBILE DU CAMPUS LA CHATAIGNERAIE**

Le 13 février 2024, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 janvier 2024, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Ressources et moyens</i>	<i>Moderniser et valoriser le patrimoine du Sdis</i>	<i>Adapter le patrimoine</i>

*

* *

Vu :

- *la délibération du Conseil d'administration du DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) souhaite développer un partenariat avec le CFA du campus la Châtaigneraie afin lui confier la mise en peinture et la remise en état des carrosseries des véhicules neufs et actifs du parc roulants du Sdis 76.

Cette convention permettra aux étudiants en apprentissage ou en contrat de professionnalisation de développer leurs compétences et de favoriser la passerelle entre le CFA Automobile du Campus la Châtaigneraie et le Sdis 76.

Les étudiants seront chargés de remettre en état la peinture et le balisage des véhicules neufs et actifs à un coût maîtrisé.

A titre d'exemple, la remise en peinture complète d'un véhicule de type Renault Kangoo, s'élève à 3500 € TTC contre 700 € TTC avec le CFA, qui correspondent à l'achat des consommables, d'où une économie non négligeable pour le Sdis 76.

La planification des différents véhicules à remettre en état sera établie avec le CFA pour garantir une continuité opérationnelle des véhicules sapeurs-pompiers dans des délais raisonnables.

Au vu des éléments présentés, il vous est proposé de conventionner avec le CFA Automobile du campus de la Châtaigneraie.

Aussi, il vous est demandé :

- d'autoriser le Président à signer le projet de convention de partenariat entre le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et le CFA Automobile du Campus de la Châtaigneraie.

*

* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20240213-DBCA-2024-013-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/02/2024

Affichage : 13/02/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 13/02/2024
André GAUTIER, Président CASDIS
André GAUTIER

**CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ENTRE
LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE MARITIME
ET LE CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS DU CAMPUS LA CHÂTAIGNERAIE**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours 76 dont le siège social est situé 6 rue du Verger, 76190 Yvetot, représenté par Monsieur André GAUTIER en qualité de Président du Conseil d'Administration du Sdis 76.

Ci-après désigné : le Sdis 76,

ET

Le Campus La Chataigneraie, association loi de 1901, n° SIREN 775 700 842 000 13, dont le siège est situé 2, rue Charles Scherer 76240 Le Mesnil-Esnard, représenté par Monsieur Pascal VALLET, Directeur Général.

Ci-après désigné : le Campus La Chataigneraie,

Il est convenu ce qui suit :

1. Objet de la convention

La présente convention a pour objectif en collaboration avec le CFA automobile du Campus La Châtaigneraie, la mise en peinture des véhicules du parc automobile du Sdis 76 ainsi que la pose de signalétique.

Elle a pour but de développer les interactions favorisant des passerelles entre les différents acteurs afin de développer les compétences des alternants (apprentis et contrats de professionnalisation) et favoriser la passerelle entre le CFA AUTOMOBILE du Campus La Châtaigneraie et le Sdis 76.

2. Engagements du CFA Automobile du Campus La Châtaigneraie

Dans le cadre de cette collaboration, le CFA Automobile du Campus La Châtaigneraie s'engage à :

- Repeindre un ou des véhicules du Sdis 76 dans le cadre du référentiel de formation des apprentis de la section peinture des carrosseries
- La pose d'adhésifs conforme à la signalétique des véhicules du Sdis 76.

3. Engagements du Sdis 76 et de la Chataigneraie

Dans le cadre de cette collaboration, le Sdis 76 s'engage à :

- Fournir le consommable listé par les formateurs de carrosserie-peinture
- Ne pas imposer des dates de restitution mais en donnant un délai maximum de restitution car il s'agit de véhicules opérationnels

Dans le cadre de cette collaboration, le Campus La Chataigneraie s'engage à :

- Réaliser les prestations à titre gracieux.
- Restituer le véhicule conformément à la demande établie.

4. Désignation des référents

Chaque Partenaire dispose d'un référent, représentant de sa Direction, qui assure le suivi global du présent Accord.

• Pour le CFA Automobile du Campus La Châtaigneraie

Mme DEHAYS Sylvie : Directrice Adjointe

Courriel : sylvie.dehays@campus-la-chataigneraie.org

M.SELCQUE Antoine : Formateurs carrosserie-peinture

Courriel : antoine.selecque@campus-la-chataigneraie.org

• Pour le Sdis 76

Commandant SCHERZER François : Adjoint au chef du groupement technique et logistique

Courriel : francois.scherzer@sdis76.fr

Monsieur RENAULT Julien / Monsieur HAMON Rémy : Chef / Adjoint au chef du service des matériels roulants

Courriel : technique.materiels-roulants@sdis76.fr

5. Responsabilité et assurance

Chaque partenaire, devra, en tant que de besoin souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

6. Publication - communication

Dans toute information, communication, publicité portant sur la convention et/ou sur une action liée à celle-ci, il devra être mentionné explicitement les noms et logos des partenaires.

7. Durée & Résiliation

La présente convention est consentie pour une durée d'un an à compter de la date de signature. Le renouvellement des présentes interviendra par reconduction expresse, dans la limite de 5 ans, à compter de l'entrée en vigueur de la convention.

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations, moyennant un préavis de 15 jours.

8. Règlement des litiges

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif de Rouen.

Fait le à Yvetot, en 2 exemplaires originaux.

Le Président du Conseil d'administration
du Sdis 76

Monsieur André GAUTIER

Le Directeur général
du Campus La Châtaigneraie

Monsieur Pascal VALLET